

de sel spécial retraite

grain



*10 septembre nous avons
toutes les raisons d'agir*

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires ont appelé à faire du 10 septembre prochain une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestation sur les questions des retraites, de l'emploi, des salaires, des conditions de travail.

Salariés, privés d'emploi, jeunes, retraités, nous avons toutes les raisons d'agir ensemble dans l'unité la plus large.

Créer des emplois en relançant la croissance, en augmentant les salaires et en finançant les retraites et la Sécurité sociale c'est possible !

Pour y parvenir, la CGT développe des propositions revendicatives claires, réalistes et profitables à tous, jeunes comme retraités.

Car cette rentrée est marquée par l'inquiétude pour nous-mêmes et pour nos jeunes, par l'insatisfaction et la colère qui se manifestent dans de nombreuses luttes pour les salaires, l'emploi, les missions de service public. Sur les grandes questions qui touchent à notre vie, notre travail, notre avenir, c'est encore et toujours le Medef qui donne le ton. Ainsi, les annonces gouvernementales sur la réforme des retraites sont dans la continuité des précédentes réformes qui concernent tous les régimes tant du privé que du public et qui vont poursuivre l'allongement de la durée de cotisation.

Il serait ainsi demandé 43 ans de cotisations aux jeunes nés à partir de 1973, alors même qu'ils rentrent de plus en plus tard dans le monde du travail. Ils atteindront ainsi l'âge du taux plein bien après 65 ans. Pour la CGT, ces dispositions sont orientées contre la jeunesse. Elles vont également pénaliser le pouvoir d'achat des retraités

Les dispositions annoncées en matière de

réparation de la pénibilité, de l'égalité entre les femmes et les hommes et pour les jeunes sont notoirement insuffisantes.

Les experts économiques reconnaissent aujourd'hui que les mesures d'austérité prônées par les gouvernements européens au nom de la compétitivité et de la réduction de la dette, renforcent la crise et nous privent des ressorts pour en sortir.

- Moins de salaires, c'est moins de pouvoir d'achat, moins de consommation alors que celle-ci intervient pour plus de 40 % dans la croissance.

- Moins de dépenses sociales, c'est un accès aux soins courants plus difficile, c'est des pensions rabaissées et des retraités qui se serrent la ceinture.

- Moins de dépenses publiques, c'est moins d'emplois utiles par exemple pour éduquer, soigner, assurer la sécurité, garantir la justice, faire de la recherche, aménager le territoire, développer et entretenir les réseaux et les infrastructures utiles à tous...

La vraie justice sociale, c'est de répondre aux revendications des salariés et aux besoins de la population et non d'écouter les jérémiades du Medef. Pour la CGT, les dogmes de la réduction des déficits publics et de la baisse du « coût du travail » ne conduisent qu'à approfondir la crise et à poursuivre les politiques contre lesquelles nous avons voté en 2012.

Le 10 septembre, c'est le moment d'agir dans l'unité pour défendre vos revendications et exprimer votre exigence de changements concrets économiques et sociaux.

Manifestations appellées par la CGT, FO, La FSU et Solidaires
Châtelleraut 10h30 place de la mairie
Poitiers 14h30 parvis de la gare

L'avenir de nos retraites n'est pas une question anecdotique, ni une affaire d'experts. Il s'agit d'un choix de société qui nous concerne toutes et tous, jeunes et vieux, femmes et hommes, salariés du public comme du privé, indépendants, précaires et chômeurs.

Au moment où le gouvernement annonce une nouvelle réforme des retraites qui s'inscrit dans la continuité des réformes précédentes menées par la droite (1993, 2003, 2010), et où les experts du MEDEF nous expliquent qu'il n'y a pas le choix, il est essentiel que les citoyens aient toutes les cartes en main pour permettre un véritable débat de société.

Quelques arguments pour déconstruire les idées toutes faites ressassées à longueur d'antenne dans les grands médias, et de montrer que d'autres perspectives sont possibles pour sortir de l'impasse et financer des retraites de qualité et solidaires. Merci aux argumentaires trouvés, entre autres sur les sites de la CGT et de l'association Attac.

La réforme des retraites sera une réforme juste !

François Hollande annonce que la mesure phare de la réforme des retraites, l'allongement de la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite complète, est la mesure la plus juste à condition qu'elle soit appliquée à tous, et qu'elle doit permettre que les efforts soient équitablement répartis.

Mais cet allongement de la durée de cotisation s'accompagne d'une diminution du montant des pensions pour chaque trimestre manquant, à laquelle s'ajoute une sanction, appelée décote, qui pénalise la pension à hauteur de 5% par année manquante : pour les femmes, qui ont des carrières plus courtes et qui sont nombreuses à travailler à temps partiel, pour les précaires ou pour celles et ceux qui ont connu des périodes de chômage, cet allongement va être synonyme de diminution du montant des pensions.

Selon une étude officielle, les contre-réformes cumulées de 1993,

2003 et 2010 conduiraient à une réduction du montant des pensions d'environ 15 à 25%. Elles aggravent les inégalités déjà fortes entre les retraites des femmes et celles des hommes. La diminution des pensions fait les bonnes affaires des banques et assurances : de plus en plus de Français.es ont recours à des assurances retraites complémentaires pour pallier la faiblesse des pensions.

Pour les jeunes, c'est la double peine. Peine de court terme : avec le chômage de masse, si les seniors sont contraints de cotiser et donc de travailler plus longtemps, il ne reste aux jeunes que des stages peu ou pas rémunérés ou le Pôle emploi. Et ce alors qu'un jeune actif sur quatre ne parvient pas à trouver un emploi !

Peine de long terme : les jeunes générations commencent à travailler plus tard, à cause du chômage et de l'allongement des études. Un nouvel allongement reporterait à un âge im-

probable leur départ en retraite.

Ainsi, exiger 43 ans de cotisations – alors qu'on estime à 35 ans l'espérance de vie professionnelle de la génération née en 1974 – est une véritable provocation !

D'après les chiffres du gouvernement, le coût de la réforme serait estimé à 3,8 milliards d'euros en 2014. Sur ce montant, 2,8 milliards, soit 73% environ du coût total, seront supportés par les salariés et les retraités.

Alors qu'en l'espace d'une génération, depuis les années 1970, notre système de retraite a permis aux retraités d'atteindre quasiment le niveau de vie des actifs c'est un retour de la paupérisation des retraités que prépare cette réforme, à travers la diminution des pensions... qui va frapper plus durement les plus faibles : drôle de conception de la justice et de l'équité !

On vit plus longtemps il faut travailler plus longtemps !

L'argument phare du gouvernement, repris à tort et à travers dans les grands médias, était déjà celui de la droite en 2010 : on vit plus longtemps, il faut travailler plus longtemps.

Cet argument est simpliste. On vit plus longtemps, certes, mais dans quelles conditions ? L'espérance de vie en bonne santé, elle, diminue : en 2010, elle était de 61,9 ans pour les hommes et de 63,5 ans pour les femmes, contre respectivement 62,7 et 64,6 en 2008. Alors que les années

au travail les plus dures sont entre 60 et 65 ans, il faudrait travailler plus longtemps pour arriver à la retraite usé et malade, et même travailler au-delà de la limite où l'on est en bonne santé ?

Les réformes précédentes ont ainsi contraint nombre de salariés âgés à retarder leur départ : le taux d'emploi des seniors a augmenté, certes, mais dans des conditions de plus en plus dures, affectant leur santé et réduisant leur espérance de vie sans incapacité.

Un grand nombre de salariés placés dans des conditions de travail difficiles mettent fin à leur activité professionnelle et liquident leur retraite sans avoir la durée de cotisation requise, parfois après de longues périodes de chômage ou d'inactivité. Ils subissent ainsi une diminution flagrante de leur pension.

En 2012, l'espérance de vie a baissé en France. Cela n'est pas anodin : si la durée de vie des français.es n'a cessé d'augmenter depuis 1945,

c'est entre autres raisons grâce à la possibilité pour tous et toutes d'avoir une retraite décente avant d'être usé par le travail, et de gagner du temps pour vivre et jouir d'une vieillesse heureuse, libérée de la misère et de la

dépendance.

Depuis 200 ans l'espérance de vie augmente et la durée du travail diminue, pourquoi cela ne serait-il plus possible aujourd'hui ? Le progrès social consiste à travailler moins long-

temps, et à profiter de la retraite plus tôt et en meilleure santé. Cela suppose un meilleur partage des richesses... un partage qui ne fait pas les affaires des plus riches et des grandes entreprises!

La population vieillit et les retraites coûtent trop cher !

Autre argument technique avancé par le gouvernement : la population française vieillissant, les déficits seraient mécaniques car il y aurait désormais trop de retraités en comparaison du nombre d'actifs ; les cotisations des uns seraient ainsi insuffisantes pour payer les pensions des autres.

Le rapport Moreau le reconnaît pourtant : c'est la durée et l'ampleur de la crise depuis 2008 qui expliquent les déficits supplémentaires, les données démographiques n'ayant pas bougé depuis 2010. Et quand bien même : il y a plus de retraités ? Il est normal de financer leurs retraites et de leur dédier une part plus impor-

tante de la richesse produite...

D'après le Conseil d'orientation des retraites, 1% de la richesse nationale supplémentaire suffirait en 2020 pour équilibrer le système de retraites à législation constante : alors que 8% de la richesse nationale a basculé des salaires vers les revenus financiers au cours des quatre dernières décennies, cela est loin d'être impossible !

Et ceux qui ne cessent de pointer le coût des retraites par répartition feraient bien de s'intéresser au coût des retraites privées, par capitalisation. A l'inverse du principe de répartition qui organise la prise en charge solidaire – et sans surcoût – des pensions de chaque génération par les généra-

tions suivantes, la retraite par capitalisation s'avère risquée et coûteuse : risquée parce qu'elle dépend des marchés financiers; coûteuse parce qu'il faut rémunérer les intermédiaires et les actionnaires...

Elle est aussi coûteuse pour l'économie : pour garantir des taux à deux chiffres, les fonds de pension multiplient les opérations boursières brutales qui mettent les entreprises sous pression, en les rachetant puis en imposant des plans sociaux pour faire bondir leur valeur financière. C'est la finance qui coûte trop cher, pas nos retraites !

C'est la crise il n'y a plus d'argent dans les caisses !

Aux arguments démographiques du gouvernement s'ajoutent les arguments économiques : en période de crise et de récession, il faut faire des efforts, donc des coupes budgétaires.

La réforme des retraites s'inscrit donc dans la lignée des politiques d'austérité imposées partout en Europe par la Commission européenne et les gouvernements européens. Ainsi dans certains pays d'Europe du Sud, à la suite de réformes successives, les pensions ont baissé de 30 % et l'âge de la retraite est sans cesse reculé.

Pour la première fois en France, le gouvernement a envisagé de baisser la valeur réelle des pensions (en les revalorisant en dessous de l'inflation) et d'accroître la fiscalité sur les retraités.

Et pourtant, ce sont ces politiques qui entretiennent la crise et la récession en Europe... Même le FMI le

reconnaît désormais ! Le rapport Moreau admet que c'est la spirale récessive entretenue en Europe qui est la cause des déficits du système de retraites. La crise est instrumentalisée pour approfondir les réformes mises en oeuvre depuis des années.

Pourtant ce ne sont pas les retraites et les dépenses sociales qui en sont à l'origine... mais plutôt les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises, ainsi que l'impunité des banquiers !

Pour financer les retraites, il faut d'urgence en finir avec l'austérité et s'attaquer à la finance. Des solutions existent pour équilibrer les comptes des caisses de retraites sans couper dans les pensions versées, à commencer par soumettre à cotisations les revenus financiers et dividendes distribués. En effet, ce n'est pas la crise pour tout le monde : en 2012, les 500

français les plus riches ont vu leur fortune croître de 25%, et les dividendes atteignent aujourd'hui leur plus haut niveau historique.

Face à la crise, sacrifier les retraites n'est pas une solution. De véritables alternatives existent : une lutte sans merci permettrait d'en finir avec l'évasion fiscale des hauts revenus et des entreprises qui représente plus de 60 milliards d'euros de manque à gagner pour la collectivité. A plus long terme, des politiques monétaire et budgétaire alternatives, tournées vers les besoins de la société, permettraient de financer des plans publics d'investissement social et écologique pour relancer l'emploi, avec réduction du temps de travail et augmentation des revenus... Mais cela suppose d'engager une véritable confrontation avec la finance !

Il faut réformer les retraites pour améliorer la compétitivité des entreprises !

Pour le gouvernement, il n'y a qu'une issue à la crise : plus de croissance économique! Et une seule solution pour stimuler cette croissance : une politique aux petits soins pour les (grandes) entreprises. Une politique de compétitivité qui a un coût pour la collectivité...

La réforme des retraites en est un exemple. Le système de retraites par

répartition repose sur les cotisations des salariés et des employeurs. Or non seulement le gouvernement se refuse à toute augmentation significative des cotisations patronales, mais il en multiplie les exonérations (notamment via le pacte de compétitivité) quitte à creuser les déficits publics.

Car les politiques de compétitivité montrent leur inefficacité : la

lutte économique de tous contre tous revient à promouvoir une baisse des salaires, la dégradation des conditions du travail et des retraites, l'abandon des services publics, la main-mise du privé sur les biens communs... qui contribuent à la régression et à l'aggravation des crises sociale, écologique et démocratique.

La réforme... quelle réforme !

On voudrait nous faire croire que le projet de réforme est anodin, banal, égalitaire entre salariés et entreprises. Les médias, les experts en tous genres, se relaient pour essayer de faire passer le message.

Cette réforme est dans même logique que les précédentes. Elle s'attaque aux jeunes avec le passage à 43 annuités de cotisation en 2035 donc à toutes celles et tous ceux qui ont 40 ans et moins. Elle s'attaque

aux retraités actuels en différant de 6 mois (d'avril à octobre) la revalorisation des pensions chaque année. Elle ne remet pas en cause la décote qui est une véritable double peine lorsque que l'on n'a pas tous les trimestres nécessaires.

Elle exonère les entreprises en expliquant que l'augmentation de la part patronale des cotisations n'aura pas d'incidence sur le coût du travail. En effet le gouvernement a garanti

aux entreprises une baisse des cotisations de la branche famille. Ces nouvelles exonérations de cotisation seront compensées par le budget de l'Etat donc par une nouvelle hausse de la CSG, de la TVA ou des impôts. En tous les cas transférés des entreprises vers les salariés.

Pourquoi travailler plus longtemps alors que le chômage augmente et que les entreprises se débarrassent toujours à 59 ans en moyenne de ses salariés ?

Ne pas se résigner

Il n'y aurait pas d'alternative mais cet argument ne sert qu'à renforcer la résignation. Mais à moins de vouloir paupériser les retraités, il est normal de couvrir les besoins sociaux liés au vieillissement de la population.

La richesse produite par l'économie française n'a jamais été

aussi élevée mais elle est de plus en

plus mal répartie. Financer des retraites solidaires et égalitaires, notamment entre les femmes et les hommes, c'est possible... à condition de s'attaquer non aux retraités et futurs retraités, mais aux vraies causes de la crise – hégémonie de la finance et des banques, inégalités croissantes...



Si vous souhaitez recevoir des informations par mail de la section CGT finances publiques de la Vienne envoyez un mail à cgt.drifip86@dgfip.finances.gouv.fr ou directement auprès d'un-e militant-e.

Vous pouvez consulter notre site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/86/>